

Prolongation

Prise en charge des accidentés sur la Nationale : et si des hôpitaux de référence sur la route étaient la réponse?

Josiane MBANG
NGUEMA
Libreville/Gabon

Au regard du nombre de victimes d'accidents de la circulation qui perdent souvent la vie à cause de l'arrivée tardive des premiers secours et d'une prise en charge efficace faute de matériel et de médicaments dans les centres médicaux de santé, de nombreuses personnes penchent, de plus en plus, pour cette solution. Toute chose qui permettrait de parer au plus pressé et sauver les vies des blessés dont le pronostic vital est entamé.

APRÈS le tragique accident de la circulation survenu le week-end dernier à Messe, une bourgade située non loin de Kango, sur la Nationale 1, plusieurs Gabonais ont encore du mal à se remettre du choc et de l'émotion provoqués par ce drame, qui a fait dix-sept morts et endeuillé de nombreuses familles. Dans les bureaux, maisons, bars et sur les réseaux sociaux, le sujet est encore d'actualité. Des photos des victimes sont publiées et les commentaires ou condoléances postés à l'endroit des familles éprouvées.

Si la décision du gouvernement de prendre en charge les frais funéraires des personnes décédées semble avoir été bien accueillie par les populations, ces dernières estiment qu'il faut faire plus pour réduire le taux de mortalité dû aux accidents de la route dans notre pays. D'autant plus que, selon les statistiques de la direction générale des Transports terrestres, en moyenne 350 personnes meurent suite à des accidents de la circulation au Gabon chaque année. Environ 1 300 personnes souffrent de traumatismes graves, suite à ces accidents dont les dommages coûtent environ 12 milliards de FCFA par an aux compagnies d'assurance.

RÉPONSE*

En effet, il ne se passe pas un jour sans que les nouvelles ne fassent état d'accidents mortels dans une des localités du pays. Et le débat porte désormais sur la prise en charge tardive des personnes accidentées sur la Nationale 1 ou 2. Lesquelles ont souvent très peu de chances de survivre, en raison de l'inexistence d'une structure médicale capable d'intervenir à temps pour secourir et sauver les blessés de la route.



La construction des hôpitaux de référence sur la nationale comme les CHU serait selon certains...



... une réponse à la prise en charge rapide des accidentés et sauverait des vies.



La mesure d'interdiction de voyager la nuit permettrait d'éviter certains accidents comme les sorties de route.

Les sapeurs-pompiers et le Service d'aide médicale d'urgence (Samu), qui arrivent très souvent en retard sur les lieux des sinistres, et le temps que prend l'évacuation en raison de la distance, sont autant de facteurs qui militent contre les blessés graves dont la vie ne tient souvent qu'à un fil. Pour y remédier, la réponse serait, selon certains, la construction d'hôpitaux de référence dans les départements situés sur la Nationale 1 et 2, notamment dans les villes ou régions réputées accidentogènes, comme Kango, Ndjolé et Lambaré, puis Mouila dans une moindre mesure.

Au regard du nombre de victimes d'accidents de circulation qui perdent souvent la vie, à cause de l'arrivée relativement tardive des premiers secours et d'une prise en charge efficace de celles-ci faute de matériel et de médicaments dans les centres médicaux de santé, de nombreuses personnes penchent de plus en plus pour cette solution. A défaut d'équiper les centres

médicaux et autres structures hospitalières de ces régions de plateaux techniques performants, et de les renforcer en personnel qualifié pour faire face à ce type d'urgence, avant l'évacuation des victimes vers les centres hospitaliers universitaires, il serait peut-être temps pour les gouvernants de réfléchir sérieusement à cette option. Laquelle permettrait de parer au plus pressé et de sauver les vies des blessés dont le pronostic vital est entamé.

Un avis qui rejoint celui du billet Makaya. Lequel, dans notre livraison de lundi dernier, s'insurgeait contre l'impuissance des médecins du centre médical de Kango qui, faute de l'essentiel, ont vu succomber entre leurs mains, trois des blessés parmi les huit qui avaient été conduits dans leur structure pour les premiers soins.

MESURES PREVENTIVES*

S'agissant de la prévention, il faut reconnaître que la mesure d'interdiction de voyager la nuit prise par le gouvernement et qui divise déjà l'opinion ne sau-

rait suffire. Dans la mesure où comme cela a été rappelé dans nos colonnes, l'accident de Massika, qui avait fait 19 morts, s'était produit en plein jour. C'est donc toute la politique de sécurité routière qui est à revoir ainsi que toutes les autres magouilles pour prévenir les accidents.

« Le gouvernement a décidé d'interdire les voyages de nuit aux entreprises de transport terrestre disséminées dans le pays, c'est une décision stupide. L'économie d'un pays qui se veut compétitif fonctionne 24h/24. Selon moi, le mieux aurait été de faire en sorte que les gendarmes puissent sanctionner sévèrement les contrevenants, de tous bords, au code de la route, c'est-à-dire tout chauffeur pris en flagrant délit d'excès de vitesse. Dans certains pays développés, les contrevenants au code de la route sont souvent sanctionnés par des amendes (selon la gravité des faits) et traduits devant un juge, avec pour conséquences le retrait du permis de conduire ou même l'emprisonnement. Il faut que tout chauffeur ou citoyen sache que conduire sur les voies publiques est



La politique de sécurité routière doit être revue pour mieux prévenir les usagers de la route.

un privilège accordé par les autorités. Ce n'est pas un droit», a réagi un internaute, visiblement offusqué par cette décision. Un gendarme ayant requis l'anonymat salue, quant à lui, cette mesure, tout en souhaitant qu'elle ne soit pas temporaire. « C'est une bonne chose et il faut que toutes les mesures préventives qui ont été prises soient appliquées de façon définitive et pérenne. Il faut aussi examiner le cas des gros porteurs qui, paraît-il, ont eu des autorisations pour le week-end. Il faut à également doter les gendarmes que nous sommes de moyens logis-

tiques pour nous permettre d'arriver à temps sur les lieux d'accident, puisque nous avons déjà reçu une formation en secourisme qui peut être utile», a-t-il suggéré.

Au demeurant, le plus important est de tirer une fois pour toute, les leçons de tous ces accidents sur la Nationale qui, depuis 2003, endeuillent de nombreuses familles avec un minimum de 5 morts. Sans parler des cicatrices et handicaps que doivent supporter les survivants. Il est donc grand temps, après cet énième drame, de passer à l'action.

Photo : BANDOMA

Photo : Adjia Ntoutoume

Photo : IMIM

Photo : Aristide Moussavou